

ILS REVENDIQUENT LEUR NOMINATION

Les agents du service de protection du patrimoine de la SNTF menacent d'une grève illimitée

Les agents du service de protection du patrimoine de la SNTF (Société nationale de transport ferroviaire) menacent d'une grève illimitée à partir du 24 juillet prochain. Ils revendiquent leur permanisation.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Les agents du service de protection de patrimoine de la SNTF continuent à revendiquer leur permanisation au sein de l'entreprise. Ils estiment que le recours au débrayage est le seul moyen de faire entendre leurs voix.

«Après deux mouvements de grève, aucune de nos revendications n'a été satisfaite. Désormais, nous sommes décidés à entamer une grève illimitée et de ne reprendre le travail qu'une fois notre nomination décidée», affirment les représentants de ces travailleurs.

Face à une situation qui perdure depuis plusieurs années, ils interpellent les autorités concernées, notamment le ministère des Transports et celui du Travail, ainsi que le Premier ministre. Les agents du service de pro-

tection de patrimoine de la SNTF dénoncent également les «agissements» de la direction des ressources humaines de la société.

«Nous subissons au quotidien les provocations et les intimidations du DRH. Le comble est que notre directeur se montre impuissant devant nos problèmes et nous renvoie toujours vers le DRH», précisent-ils.

Rappelant la convention signée avec le DRH, le 8 mai dernier, portant sur sept revendications, notamment la permanisation des agents, le renouvellement des contrats, la rémunération et les différentes primes, ils affirment que seule la prime du panier a été accordée. Pour eux, la direction n'a pas tenu ses promesses.

«Nous nous sommes mis d'accord sur la permanisation graduelle de tous



Les agents du patrimoine se disent délestés de tous leurs droits.

les agents quelque soit le nombre d'années d'ancienneté. Deux mois plus tard, le DRH nous signifie dans une note de service que seuls les agents ayant

plus de dix ans d'expérience auront droit à la nomination», expliquent-ils avant d'ajouter : «Paradoxalement, les personnes qui ont été recru-

tées dans le cadre de l'ANEM ont été permanisées et incluses dans la convention collective.»

Se disant «délestés» de tous leurs droits, les

agents du service de protection de patrimoine de la SNTF citent quelques cas.

«En nous privant de nos droits, nous faisons l'exception dans la société. Nous faisons partie de l'un des services de la SNTF mais nous avons été exclus de la convention collective», expliquent-ils encore.

«Sommes-nous des Algériens ou non ? Si nous n'avons pas de droits dans notre pays, où allons nous les acquérir ?» s'indignent-ils.

Même le syndicat des travailleurs de la SNTF, affilié à l'UGTA, «ne nous reconnaît pas comme des travailleurs de la SNTF. Il nous considère uniquement comme des contractuels», ont-ils ajouté.

R. N.

ALLÈGEMENTS DES PROGRAMMES DU PRIMAIRE

Une université d'été consacrée à la gestion des activités périscolaires

Comment meubler le volume horaire après les cours à partir de 14h30 suite à l'allègement des programmes du cycle primaire, former et informer les enseignants sur cette problématique, tels ont été les objectifs de l'université d'été organisée depuis ce dimanche par le ministère de l'Education nationale dans la ville de Tipasa.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - La rencontre qui dure quatre jours fait suite à l'allègement des programmes mais aussi à la nécessité de former le personnel enseignant à la gestion du volume horaire des activités scolaires culturelles artistiques mais aussi scientifiques et environnementales, selon M^{me} Remki, responsable au ministère de l'Education nationale.

Le volume horaire à prendre en charge et à meubler en activités concerne notamment les heures après 14h30 et le mardi après-midi pour le cycle primaire. Il s'agit, ainsi, selon la responsable chargée de l'organisation de la rencontre nationale, de compléter les activités périscolaires dans le cadre du volume horaire hebdomadaire de l'enseignement.

Le programme des journées inclut un cycle de formation des enseignants notamment, qui auront à



Les activités auront lieu dans la classe qui sera transformée, à cet effet, en ateliers.

s'adapter à cette nouvelle formule. Ils auront, de ce fait, à prendre en charge les élèves en dehors des cours normalement dispensés.

Lors de ces périodes, les élèves pourront choisir et s'adonner à des activités sans qu'il y ait de système d'évaluation.

«Nous misons surtout sur un système de compétition et de valorisation des travaux réalisés par les enfants. Nous nous attellerons aussi à aider l'enseignant à organiser son emploi du temps», a déclaré M^{me} Remki.

La responsable rappellera que l'université d'été se fixe comme objectifs d'élaborer et de concevoir des fiches techniques concernant les activités périscolaires au profit de l'enseignant qui y trouvera, selon les organisateurs de la rencontre, une base de méthodologie. La formation, qui ponctuera les jour-

nées de Tipasa, concernera donc des modèles de fiches que les enseignants adapteront dans leurs classes selon leur formation.

A cet effet, les activités peuvent avoir lieu dans la classe qui sera transformée, à cet effet, en ateliers s'il existe des locaux libres au sein de l'établissement, sur un terrain de sport ou même dans les cantines scolaires.

Selon les organisateurs de la rencontre, les enseignants et les enfants auront par la suite à concevoir des projets et à les concrétiser. Les participants à l'université d'été sont venus de l'ensemble des wilayas du pays. Chacune d'entre elles a été représentée par un directeur d'établissement, un inspecteur et un enseignant, venus se familiariser avec la nouvelle formule. Ont aussi participé à la rencontre des représentants

de la Fédération des associations de parents d'élèves, du sport scolaire ainsi que les départements ministériels tels que l'intérieur, l'environnement, la culture, la jeunesse et les sports.

Les organisateurs des différents festivals organisés par le ministère de l'Education nationale au cours de l'année scolaire ont aussi partagé leurs expériences avec les présents, explique M^{me} Remki qui a annoncé la création, à partir du mois de septembre prochain, de noyaux locaux et de séminaires régionaux et locaux sur le thème dans le but de former un maximum d'enseignants et de généraliser la formation à toutes les régions du pays.

Le réseau internet et le site du ministère seront mis à contribution pour une formation interactive, selon la même responsable.

F.-Z. B.

LES PRODUITS AGRICOLES DISPONIBLES DURANT LE RAMADAN

De la viande ovine congelée locale mise sur le marché

Quatre mille tonnes de viande congelée ovine locale seront mises sur le marché durant le Ramadan, selon un responsable au ministère de l'Agriculture qui assure de la disponibilité et accessibilité des produits agricoles.

Invité hier matin de la rédaction de la chaîne III de la Radio nationale, le directeur de la régulation et du développement des productions agricoles au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Yousef Redjam Khodja, a indiqué que 4 000 tonnes de viande congelée ovine locale seront mises sur le marché, pour la première fois.

Selon M. Redjam, 300 points de vente, tant publics que privés, participeront à la distribution de cette viande, notamment durant le mois de Ramadan. Selon ce responsable, le prix de cette viande devrait tourner autour de 600 à 650 dinars le kg.

Ce même responsable avait rappelé auparavant que la production de viandes rouges atteint les 400 000 tonnes par an, outre 22 000 tonnes importées depuis janvier 2011 en appoint. De même, les viandes blanches seront disponibles, avec la mise sur le marché de 5 000 à 10 000 tonnes de surplus stockés.

Ces viandes blanches, dont le prix pour le consommateur est 250 dinars le kg, seront distribuées dans 286 points de vente. De même, l'invité radiophonique a assuré de la disponibilité des produits agricoles durant le mois de jeûne.

Ainsi, le marché est bien approvisionné en produits de saison et à des prix «plus ou moins abordables», relève Yousef Redjam Khodja.

A ce propos, le directeur de la régulation affirme que le marché sera bien alimenté en produits maraîchers, notamment la tomate avec 130 000 tonnes, la courgette avec 48 000 tonnes, les haricots avec 11 000 tonnes et la laitue avec 26 000 tonnes. Mais aussi en fruits de saison, locaux, assure-t-il.

C'est le cas également pour le lait et le pain, l'invité de la Chaîne III estime qu'il n'y a pas de problème, grâce aux bons résultats enregistrés dans la production laitière et en céréaliculture.

Chérif Bennaceur